

Solidarité Kyamukoko
Ebnetweg 3

CH-8620 Wetzikon

+41 / 1 / 932 66 61 (Tel & Fax)
solkoyamu@bluewin.ch

Gesellschaft für Frieden und
Verständigung in Afrika
Association pour la Paix et
l'Entente en Afrique
Postfach 2879
CH-8033 Zurich
info@paix-en-afrique.org

Fondation Hironnelle
Rue Traversière 3

CH-1018 Lausanne

+41-21-647 28 05
+41-21-647 44 69 fax
info@hirondelle.org

TABLE RONDE

du 4 octobre 2000 à Berne

sur le thème

CRISE EN AFRIQUE CENTRALE

sous l'angle des relations entre la Suisse et

KIVU / RÉP. DÉM. DU CONGO (RDC) / PAYS DES GRANDS LACS (PDGL)

Réunissant

Des Parlementaires de l'Assemblée fédérale

La Direction pour le développement et la coopération (DCC) et
d'autres services du Département fédéral des Affaires étrangères

Organisations non gouvernementales suisses en rapport avec le
KIVU / la RDC / les PDGL

RAPPORT FINAL

Les travaux ont réuni 29 participants représentant 22 organisations non gouvernementales et services de l'administration fédérale (liste en annexe). Dans une première partie, de 9 h 30 à 13 h, les participants ont traité les deux premiers points de l'ordre du jour (en annexe). Le troisième point, à propos d'éventuelles recommandations, n'a pas pu être traité, faute de temps. La quasi totalité des participants a souhaité une poursuite du dialogue sur ce dernier point (liste des organisations inscrites en annexe) et une réunion ultérieure est prévue (date proposée: 2 mars 2001).

L'après-midi a été réservé à la présentation des résultats de la matinée à l'attention de membres du Parlement helvétique et à une discussion sur des étapes ultérieures éventuelles. Des invitations avaient été envoyées à 27 parlementaires. Ces derniers étaient ceux qui avaient répondu à la question "Que devrait faire la Suisse pour contribuer à une solution aux conflits en Afrique centrale", posée par Solidarité Kyamukoko en janvier 2000 par fax à tous les Parlementaires de l'Assemblée fédérale. Après la pause de midi, un seul des parlementaires invités, le conseiller national *Remo Gysin* (Bâle-Ville), membre de la commission de politique extérieure, s'est joint à la table ronde pour dialoguer avec les participants.

1) Introduction à la Table Ronde

"**DR Congo's forgotten disaster**" ("La catastrophe oubliée de la RDC"), c'était le titre de la une de *BBC NEWS ONLINE* du 13 septembre 2000, présentant un reportage du journaliste Andrew Harding à Shabunda, où il avait accompagné le premier vol d'assistance humanitaire ayant pu atterrir depuis huit mois dans cette région.

Dans son mot de bienvenue, M. Hans-Ulrich Homberger, Président de l'Association Solidarité Kyamukoko, a mis en exergue ce reportage. C'est en effet à Shabunda, dans la partie est de la République Démocratique du Congo, qu'est situé le siège social de son partenaire local, dans la province du Sud Kivu. La localité de Shabunda avec sa piste d'atterrissage est depuis plusieurs mois encerclée par des combattants qui luttent contre la présence des armées rwandaise, ougandaise et burundaise sur le sol congolais et contre les rebelles congolais qui se sont joints à ces troupes étrangères. Ces troupes contrôlent le centre de Shabunda, où se sont réfugiés au moins 10'000 civils. Cette situation provoque des pénuries graves en aliments et soins médicaux. Il est fort probable que l'exemple de Shabunda illustre la situation qui prévaut dans tout l'est de la RDC.

Après avoir remercié les co-organisateurs, M. Philippe Dahinden, responsable de la Fondation Hirondelle et modérateur de la séance, ainsi que M. Peter Küpfer, responsable de l'Association pour la Paix et l'Entente en Afrique, M. Homberger passe à l'ordre de jour en présentant :

- *Mme Tabassum Abdul Rasul Masubuko* du Réseau Grands Lacs Africains à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED) à Genève), pour l'exposé sur l'aide de la Suisse (voir chapitre 3 de ce rapport) et
- *M. Jules Devos*, du Réseau Européen pour le Congo (REC), à Bruxelles, pour l'exposé sur l'aide internationale (voir chapitre 4 trois de ce rapport)

La Table ronde enregistre une participation imprévue, celle du Président de la Société Civile du Sud-Kivu. Invité à une conférence à Vienne début septembre, *M. Joseph Muyengo Kyalangilwa* a appris dans l'intervalle l'arrestation, à Bukavu, et la déportation de quatre leaders de la société civile, qui viennent d'être libérés. Il a aussi été informé du fait que son domicile, où est resté sa famille a été encerclé par des gens en uniforme. Il a donc jugé préférable de prolonger son séjour en Europe.

Les participants observent une minute de silence à la mémoire de *Mgr. Kataliko, Archevêque de Bukavu*, dont on venait d'apprendre la nouvelle de son brusque décès à Rome. Après avoir déclaré publiquement, dans son message de Noël 1999, que "des pouvoirs étrangers, avec la collaboration de (...) congolais, organisent des guerres avec les ressources de la RD du Congo", l'archevêque avait été empêché de rentrer à Bukavu au retour d'un voyage. Il est décédé quelques jours après avoir été finalement autorisé à retourner dans son diocèse par les autorités rebelles du RCD (coalition de rebelles congolais et des forces armées rwandaises).

L'angle choisi pour la Table ronde - Kivu, RDC et PDGL - s'explique par le fait que c'est dans la région du Kivu que:

- les trois organisateurs ont des liens,
- les deux guerres successives ont commencé,
- de nombreux problèmes se concentrent.

La situation dans le Kivu reste toutefois déterminée par son implication dans un conflit régional. C'est dans ce cadre qu'il faut tenter de contribuer à la résolution de ce conflit.

Avant de passer la parole au modérateur, M. Homberger déclare renoncer à des présentations individuelles et il demande aux participants de bien vouloir compléter la liste des invités avec des informations sur leurs activités et leurs zones d'intervention.

2) Situation actuelle dans la région

(Les indications ci-dessous ressortent principalement de l'exposé introductif de Philippe Dahinden, complété par des données contenues dans d'autres interventions)

Depuis 1996, la RDC (à l'époque le Zaïre) est victime de la guerre. Une première guerre a conduit à la chute du maréchal Mobutu, remplacé par le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila, avec l'appui déterminant des armées rwandaise, ougandaise et angolaise. A partir d'août 1998, une seconde guerre a éclaté, toujours en cours, qui voit au moins six armées étrangères se battre sur le territoire de la RDC. Une nouvelle rébellion, partie à nouveau de l'est du pays, affirme vouloir renverser le régime, mais elle est actuellement divisée en trois mouvements rivaux, ses moyens militaires sont très réduits et son soutien populaire souvent inexistant. En réalité, du côté rebelle, cette guerre est menée par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, alors que les troupes gouvernementales de Kabila, ainsi que des milices armées qui lui sont alliées dans l'est du pays, sont appuyées par le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie.

Si l'on tient compte des autres pays africains indirectement impliqués dans ce conflit, qui déstabilise toute la région, on peut parler de guerre à l'échelle continentale, une triste première pour l'Afrique. Ce conflit a d'ores et déjà fait de très nombreuses victimes dans la population civile, qui souffre des exactions et violations systématiques des droits de l'homme commises par les deux camps. Diverses organisations de défense de droits de l'homme rapportent d'innombrables crimes contre l'humanité (massacres, tortures, impunité, etc.). Selon une recherche menée par une organisation américaine, "International Rescue Committee", fondée sur l'évolution du taux de mortalité, cette guerre a fait à ce jour 1,7 millions de morts. Le pays est dévasté et plongé dans le chaos.

Sur le plan militaire, la ligne de front partage en gros la RDC en deux moitiés. Un accord de cessez-le-feu a été signé en 1999, à Lusaka, mais il n'est pas respecté. Des combats ont lieu au nord, dans la province de l'Equateur, où l'objectif de l'armée ougandaise est la ville de Mbandaka, au sud dans le Kasai, où l'armée rwandaise tente de s'emparer de Mbuji-May, et à l'est dans les deux Kivu (nord et sud) où les troupes rwandaises sont confrontées aux actions de guérilla des milices Maï-Maï. Récemment, les troupes ougandaise et rwandaise se sont affrontées à plusieurs reprises pour le contrôle de la ville de Kisangani.

Sur le plan diplomatique, il faut d'abord souligner que l'opinion publique, en dehors de la région concernée, se désintéresse totalement de cette guerre. L'ensemble des paramètres de ce conflit est d'autre part difficile à maîtriser par un seul acteur politique. Actuellement, il n'y a aucune initiative diplomatique déterminante d'un gouvernement pour mettre fin à la guerre. La seule action en cours est une opération de maintien de la paix des Nations Unies, qui ont décidé l'envoi d'une mission qui devrait compter jusqu'à 5'500 hommes (MONUC). Vue parfois comme le seul espoir de retour à la paix, la MONUC n'a pas encore pu se déployer, en raison de la poursuite des combats et d'entraves venues des deux camps. Le mandat de la MONUC vient d'être prolongé jusqu'à la mi-décembre 2000, mais il y a un risque que le Conseil de sécurité se lasse des atermoiements et décide d'inverser la vapeur en mettant fin à la mission (en date du 14 décembre, le Conseil de sécurité a prolongé une nouvelle fois la mission jusqu'au 15 juin 2001).

Malgré la consécration d'un "*Mois de l'Afrique*" par les Nations Unies (janvier 2000) et plusieurs résolutions du Conseil de Sécurité exigeant le retrait des troupes étrangères, et explicitement des troupes rwandaise et ougandaise, le blocage du processus de paix est évident. Le différent entre le facilitateur Masire et Kabila ou le refus de Kagame de retirer ses troupes de la RDC en sont des exemples.

Sur le plan économique, le pays est dans une situation catastrophique. Pour financer les opérations militaires, les belligérants se servent de l'exploitation des ressources naturelles, en particulier l'or, le

diamant, le cuivre et bien d'autres minerais rares. Des réseaux informels et des circuits clandestins qui laissent d'importants bénéfices à des trafiquants permettent l'approvisionnement en armes. Selon de nombreuses sources, la région du Kivu est soumise à un pillage généralisé et systématique (stocks commerciaux, bétail, produits agricoles, infrastructures, recettes locales), de sorte que c'est la population qui paie l'effort de guerre.

Dans la région des PDGL (correspond à la région couverte par le desk grands lac de la DDC), 3 millions de personnes vivent en dehors de chez elles, dont 900'000 sont réfugiées dans des pays voisins et 2'400'000 sont déplacées, regroupées dans environ 600 sites. 3 millions de personnes reçoivent actuellement une aide alimentaire quotidienne. 300'000 sont traitées quotidiennement pour malnutrition. Le pourcentage de population rurale vivant en dessous du niveau de pauvreté a passé de 35 % en 1990 à 58 % en 1999. Le taux de scolarisation a passé de 70 % à 43 % entre 1993 et 1999.

Situation dans le Kivu: Salaires non payés (comme partout en RDC), entreprises fermées, commerçants handicapés, cultures et marchés perturbés, provoquant des pénuries alimentaires, insécurité, menaces et représailles contre la population, principalement contre la société civile, une "rébellion" qui n'est pas acceptée par la population, seules les villes et les lieux stratégiques sont sous contrôle, le reste faisant l'objet de prises et reprises. Tout cela conduit à l'appauvrissement généralisé et à la traumatisation d'une population qui ne veut pas la guerre.

3) Aide suisse: Que fait la Suisse pour l'Afrique des Grands Lacs?

(Les indications qui suivent sont tirées de l'exposé de Mme Tabassum Abdul-Rasul Masumbuko, ainsi que des documents établis par la DDC et d'autres services de l'administration fédérale)

L'aide privée est fournie à travers une multitude d'ONG suisses, des partenariats de communes (jumelages) , des parrainages, des institutions religieuses, échanges scientifiques, etc. Cette aide est souvent cofinancée par des fonds provenant de l'aide publique. Les activités suivantes ont été recensées dans le cadre de la réunion:

- Education et formation professionnelle,
- Assistance aux enfants non accompagnés,
- Promotion féminine,
- Réhabilitation rurale,
- Diffusion d'une information indépendante,
- Systèmes de crédit,
- Agriculture, semences,
- Formation de formateurs en gestion de conflit (avec participation de membres du gouvernement, de la Société Civile et des partis politiques),
- renforcement institutionnel,
- Assistance aux groupes et activistes de droit de l'homme et de la Société civile,
- Prévention du SIDA,
- Réunification familiale d'enfants.

L'aide publique est fournie principalement par différents services du Département des Affaires étrangères:

- Direction du Développement et de la Coopération DDC avec les
- Section Aide Humanitaire (AH et ASC, l'aide en cas de catastrophe)

L'engagement humanitaire suisse se focalise sur la protection et le réinstallation des réfugiés et de déplacés internes, sur la sécurité alimentaire et sur la santé primaire. Cet engagement s'oriente au concept 2000 - 2002 sur l'aide humanitaire de la Confédération dans la région des Grand Lacs. La gestion régionale et transfrontalière des crises humanitaires est au centre de ce concept. Les activités sont concertés avec celles des acteurs de la coopération au développement. Dans le mesure du possible, ces programmes seront orientés vers une prévention de crises. La base opérationnelle se trouvant à Kigali la section AH/ASC consacre une grande partie des ces moyens aux activités d'assistance au Rwanda et n'envisage pas d'actions directes au Burundi et en République Démocratique du Congo. Ces deux pays profitent d'un appui suisse encore petit mais croissant par le biais de programmes multilatéraux. Selon le concept 2000-2002 l'attribution des fonds disponibles pour la région s'orientera progressivement vers des programmes au Burundi et en RDC.

- Section Coopération au Développement

Dans l'Afrique des Grands Lacs, la coopération au développement est, depuis longtemps, principalement active au Rwanda. Après les massacres et le génocide de 1994, des réflexions ont conduit à une réorientation du programme. C'est ainsi qu'elle travaille actuellement au Rwanda dans le domaine de la bonne gouvernance, notamment au travers des projets visant la réhabilitation du système judiciaire et la promotion des droits humains. D'autres projets ont pour objectif le renforcement de la Société Civile. Dans le secteur de la santé, la coopération suisse soutient le processus de décentralisation du système public et intervient dans le domaine de la santé mentale. Quelques projets ont été soutenus au Burundi dans une perspective de développement régional des activités. Le programme spécial sur lequel se basent ces activités se termine cette année et une réflexion est en cours sur une poursuite de l'engagement dans la région des Grands Lacs.

• Division Politique III/B (DP III/B; Politique de Paix)

L'engagement de la Suisse en matière de politique de paix en Afrique est déterminé par la convergence de plusieurs facteurs: solidarité, raisons humanitaires, mais aussi défense à long terme d'intérêts suisses (l'instabilité et la pauvreté peuvent avoir des retombes directes sur la Suisse). Les activités en matière de politique de paix visent essentiellement à prévenir les conflits et complètent les activités d'AH et de coopération. La division politique de paix a ainsi appuyé à Kinshasa un programme de formation à la négociation et à la gestion de conflits, auquel participent des fonctionnaires du gouvernement, ainsi que des membres de la Société civile et des partis politiques à Kinshasa. Elle étudie actuellement un projet analogue à l'est de la RDC. En plus deux experts ont été mis à disposition de la Mission de l'ONU au Congo, MONUC. Actuellement, un observateur militaire suisse travaille pour la MONUC. Toujours dans le cadre du conflit en RDC, la DP III/B contribue à la mise sur pied du bureau du facilitateur de l'OAU pour le Congo, M. Masire. Elle a soutenu en outre un projet pour ouvrir le dialogue au niveau local et rétablir ainsi une certaine confiance entre les acteurs locaux du conflit. Au Burundi la DP III/B appuie le processus national de paix (négociations d'Arusha) par la mise à disposition d'un expert.

• Division politique IV (DP IV; Droits humains)

Cette division se concentre sur l'analyse politique du point de vue des droits humains. Basé sur de telles analyses, l'administration rejette par exemple régulièrement des demandes d'autorisation pour l'exportation du matériel de guerre. Avec le plus petit budget de tous les services du DFAE impliqués, la DP IV organise par exemple des formations en Suisse des observateurs des droits humains, auxquelles participent souvent des activistes des droits de l'homme de la région des Grands Lacs. La DP IV concentre ses activités sur des pays avec lesquels la Suisse mène un dialogue institutionnalisé sur les droits humains. Dans les pays des Grands Lacs, la DP IV fournit des contributions au bureau du Haut commissariat pour les droits de l'homme et soutient le Tribunal International Pénal pour le Rwanda, dans le cadre du projet d'Agence d'information, de documentation et de formation.

- Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)
La plus grande partie de l'engagement du SECO dans la région des Grands Lacs passe par des aides à la balance des paiements (ABP). Mais ces activités ne sont pas récentes. Ces aides ont profité à l'Ouganda jusqu'à 1993 et au Rwanda en 1991. Actuellement le SECO cofinance des projets en Ouganda. Aucune coopération du SECO avec la RDC n'est à signaler pour le moment.

(A ces activités s'ajoute le financement complémentaire, par la Suisse, du poste de Procureur général des Tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie, confié à Mme Carla del Ponte, ancien procureur de la Confédération).

4) Grands lignes de l'aide de la communauté internationale:

(Ces indications, analyses et opinions sont tirées de l'exposé de M Jules Devos)

L'aide multilatérale et bilatérale en RDC a été en grande partie coupée depuis le début des années 90. Une reprise timide a eu lieu après 1998, mais peu d'activités visent le Kivu. L'abandon de l'aide concerne surtout les milieux ruraux. L'aide humanitaire déployée actuellement ne couvre qu'une infime partie du territoire, en raison de l'insécurité, de l'absence de structures démocratiques et des hésitations à donner une légitimité au statut-quo.

Le bailleur de fonds le plus important dans la région est l'Union Européenne. Du fait que les stratégies de l'UE s'orientent souvent selon celles des institutions de Bretton Woods, où les Etats Unies ont un poids considérable sur les décisions, on arrive à la conclusion que l'UE finance la politique d'autrui. Cette tendance est accentuée par une certaine inertie de l'administration de l'UE, où souvent l'unanimité requise bloque des initiatives.

Les principes de l'UE pour l'attribution des aides sont fixés dans les accords de Lomé IV: démocratisation, respect des droits humains, Etat de droit, bonne gestion des affaires publiques. L'article 5 dudit accord stipule que la violation de ces principes peut conduire à la suspension de la coopération. En pratique, on constate toutefois une mise en oeuvre de ces principes au "cas par cas". Surtout pour le Rwanda et le Ouganda, l'aide et la coopération structurelle ne sont guère subordonnés à des préalables politiques, ceci en vue de donner à ces pays la chance d'arriver à remplir ces conditions dans le futur. Par contre, pour la RDC et surtout pour le Zimbabwe, les entraves à la démocratisation reprochés à leurs régimes sont la raison pour laquelle l'aide est refusée ou suspendue. On peut alors parler d'une politique de deux poids et deux mesures.

En référence à une étude faite en Belgique (Catherine André / Laurent Luzolele), une corrélation frappante apparaît entre l'aide reçue par tête et l'augmentation du nombre des militaires sous les armes. Le Rwanda, qui a bénéficié de 83 \$ per capita en 1997 a augmenté son effectif de forces armées par le facteur 10 depuis 1985, tandis que la RDC, qui a bénéficié de 4.4 \$ per capita en 1997 ne dispose plus que de 87% de l'effectif de forces armées de 1985. Une partie du problème peut se trouver dans le caractère fongible des aides structurelles. Par définition, ces aides budgétaire et à la balance extérieure sont fongibles, car elles ne sont pas affectées à des dépenses précises, d'où il est difficile de garantir que ces aides ne soient pas détournées dans des dépenses militaires non couvertes par les ressources propres du pays concerné.

Pour sa part, Jules Devos en conclut qu'il faut introduire une nouvelle cohérence dans les aides publiques aux pays de la région. Il préconise notamment d'exercer des pressions sérieuses sur les belligérants, à commencer par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi et d'appuyer le dialogue inter-congolais.

5) Synthèse des discussions

(Ces éléments ressortent des notes prises sur un tableau en cours de discussion)

Potentialités (en soi) de l'engagement suisse

- (la Suisse dispose de) l'expérience en matière de démocratie
- (la Suisse n'a) pas d'hypothèques du passé (colonisation)

Potentialités d'amélioration et nouvelles idées

- approche plus régionale de l'engagement suisse
- privilégier l'humanisme à l'humanitaire (interprétation: la paix d'abord!)
- s'orienter plus selon les besoins de la population > collaborer plus étroitement avec la société civile
- plus de coordination dans les activités suisses
- orienter l'aide humanitaire vers la coopération au développement. (Complément avec un autre point relevé sur le tableau sous "remarques": donner plus de poids (..) au secteur de l'éducation > avoir un objectif à long terme aussi dans les actions d'urgence)
- Intervenir dans le secteur santé (précision: SIDA!)

Limites:

- Aucune mention sur le tableau.

Activités d'assistance susceptibles de contribuer particulièrement à la résolution du conflit:

- Efforts diplomatiques
- Arriver à plus de cohérence et de complémentarité dans l'ensemble de l'engagement (suisse)
- Conditionner l'aide (pas de unanimité; effet dépend largement de la forme de la conditionnalité)
- Intensifier le dialogue avec les acteurs locaux (africains; invitations en Suisse, etc.)

Interactions entre l'engagement suisse et l'aide de la communauté internationale

- Influence (de la Suisse) peut passer par la définition d'une stratégie (politique) régionale
- Autre possibilité d'influence: à travers les institutions de Bretton Woods

Le point "synergies" n'a pas explicitement été discuté mais on retient ici le souhait que l'aide humanitaire puisse atteindre les populations vulnérables à travers les réseaux locaux des ONG. Ce souhait s'explique par le fait qu'en ce moment de vastes parties de l'est du Congo sont de fait inaccessibles parce que sous contrôle (ou non) de multiples troupes, milices ou bandes armées.

Les textes complets des différents exposés et des documents préparés par l'administration (avec des données chiffrées) sont disponibles auprès des organisateurs, sur demande.

Annexes mentionnés

Au rapport final de la TABLE RONDE KIVU/REP. DEM. DU CONGO (RDC) /PAYS DES GRANDS LACS (PDGL), 4. 10.2000, Rest. Schmiedstube, Zeughausgasse 5, Bern

(ORDRE DU JOUR)

Le début de la séance plénière est fixé à environ 14:00, précisément une heure après la fin de la session du Parlement fédéral

Séance préparative: 09:30 Clôture vers 16:00

Le programme suivant va être travaillé le matin pour ensuite donner un résumé aux Parlementaires qui s'ajouteront au dialogue après la pause de midi. Le reste du temps disponible de l'après-midi sera consacré au débat avec les Parlementaires et aux prochains pas à entreprendre.

De manière générale, la table ronde se concentrera sur le Kivu (partie orientale de la RDC), sans s'y restreindre. La situation de guerre qui y prévaut s'inscrit en effet dans un cadre sous-régional, impliquant notamment les pays des Grands Lacs africains.

Programme:

Bienvenue et présentation des participants, par les organisateurs (sur la base de la liste des adresses et des informations communiquées par les invités, p.ex. domaines d'intervention, objectifs, partenariats, etc.).

Aperçu sur la situation dans le Kivu et dans la sous-région (sous l'angle de la guerre en RDC), par Philippe Dahinden, Fondation Hironnelle, qui fera ensuite office de modérateur pour la table ronde.

1. L'aide suisse
 - 1.1 Exposé sur l'aide suisse (humanitaire et développement). Présentation: Mme Tabassum Abdul-Rasul Masumbuko du Réseau Gds Lacs Africains / IUED.
 - 1.2 Compléments d'information par les participants
 - 1.3 Discussion sur les potentialités de l'aide, ses limites, les synergies possibles, les activités d'assistance susceptibles à contribuer particulièrement à la résolution du conflit.
2. L'aide internationale
 - 2.1 Exposé sur l'aide internationale.
Présentation: M Jules Devos du Réseau Européen Congo REC, Bruxelles.
 - 2.2 Remarques des participants
 - 2.3 Discussion sur les interactions entre aide suisse et aide internationale
3. Possibilité de consensus sur des recommandations Commentaires

Pour le point no 1 (aide suisse aux pays concernés), nous désirons l'introduire avec un exposé qui résume les données statistiques (envergure, pays bénéficiaires, domaines d'intervention, comparaison avec des années précédentes, prévisions, etc.). Ce point, exposé par l'IUED, Genève devrait être complété par le participants.

Finalité:

- Disposer après la table ronde d'un document qui réponde plus ou moins précisément à la question: Que fait la Suisse pour l'Afrique des Grands Lacs?
- Disposer d'une collection d'opinions sur les point forts et les points faibles de l'engagement suisse.
- Mettre en évidence les synergies dans l'ensemble de l'engagement suisse

- Identifier les activités d'assistance susceptibles à contribuer particulièrement à la résolution du conflit.

Dans le cadre du point no 2, nous traiterons séparément des activités d'assistance de la communauté internationale. Là aussi nous souhaitons resumer les grands lignes de ces programmes. Cet exposé sera présenté par le Réseau Européen pour le Congo (REC, Bruxelles). Ensuite, la discussion portera sur la question de savoir à quel point il y a des interactions entre les activités d'aide suisse et celles de la communauté internationale.

Finalité:

- Connaître les grandes lignes des programmes internationaux et la contribution suisse à ces programmes
- Disposer d'une collection d'opinions sur les interactions entre l'engagement suisse et celui de la communauté internationale.

Ces deux points vont probablement prendre la plus grande partie du temps disponible. Nous souhaitons tout de même pouvoir aborder le troisième sujet traitant des possibilités d'arriver à une "position commune". Il s'agit essentiellement de sonder les participants pour savoir à quel point ils seraient prêts à se prononcer sur quelques questions-clés ou du moins si un groupe d'entre eux serait intéressé à approfondir ce sujet. Les organisateurs mettent à disposition des participants un papier qui regroupe un nombre de thèses, constats, questions ouvertes et recommandations possibles pour inspirer le dialogue.

TABLE RONDE

- SUISSE - KIVU
- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (R D C)
- PAYS DES GRANDS LACS (P D G L)

4 octobre 2000, Berne

Participants à la table ronde

Annexe au rapport final

A corriger et compléter s.v.p.

[1] = personne présente

De différentes Départements de la Confédération

- Direction du développement et de la coopération (DDC),

Division Coopération au développement, Section Afrique orientale: Mme Andrea König (qui remplace Ariane Zwahlen) et Mme Françoise Dirac. Appui institutionnel, Interventions dans le secteur santé, etc. Peu d'activités en dehors du Rwanda.

Division Aide humanitaire et ASC, Section Afrique, Desk Grand Lacs: M. Roland Anhorn. Base logistique à Kigali; active au Rwanda, au Burundi, en Tanzanie (Camps de réfugiés) et en RDC (provinces de l'est).

Bureau de coordination à Kigali (c/o Ambassade de Suisse, B.P. 597);

Adresse: CH-3003 Bern

Tel Mme König [1]: 031 / 323 16 74 Fax: 031 / 324 16 95

Tel Mme Dirac. 031 / 322 34 62

Tel M. Anhorn [1]: 031 / 322 31 65 Fax: 031 / 324 16 94

e-mail: prénom.nom@deza.admin.ch

- Section Politique de Paix, Division politique III, M. Pietro Piffaretti, [1]

Adresse: Bundesgasse 32 3003 Bern

Tel: 031 / 323 07 38 Fax: 031 / 323 89 22 e-mail: pietro.piffaretti@eda.admin.ch

- Politische Abteilung 4, Sektion Menschenrechtspolitik, Frau Janine Voigt [1], Mme Barbara Fontana.

Section politique de droits humains.

Adresse: Gurtenstrasse 5 3003 Bern

Tel: 031 / 323 21 82 Fax: 031 / 324 90 69 e-mail: janine.voigt@eda.admin.ch

Organisations non gouvernementales (ONG)

- ADRA Suisse, M. Herbert Bodenmann, M. Jürg Fehr [1],

Jusqu'à 1998 Actif au Shaba (Aide humanitaire; distribution de lait en poudre, etc.).

Actuellement aucun projet en RDC. Représentations à Lubumbashi, Kigali et Bujumbura

Adresse: La Briqueterie 201, CH-1745 Lentigny

Tel: 026 / 477 00 45 Fax: 026 / 477 00 48 e-mail: herbert@adra-net.ch

www.adra-net.ch

- Amitiés Burundi-Suisse, M. Philippe Degoumois et M. Nduwifura Juvenal [1]

Edition de livres, disques; partenariat de communes (Moutier-Bwhinyuza)

Adresse: Chemin de Nant 1, CH-2740 Moutier

Tel: 032 / 493 18 86 Tel: 076 / 318 81 56 Fax: 032 / 493 60 60

- **Association de Katangais résidents en Suisse**, M. Ngoie Tchikala, [1]
 Cherche à organiser de l'aide directe en faveur de la population en détresse au Katanga
 Adresse: 93 rue Vy d'Etra 2000 Neuchâtél
 Tel: 032 / 753 41 51

- **CADDHOM, Collectif d'actions pour le développement des droits de l'homme (Bukavu)**
 M. Williams Kalume [1] et M. Donatien Mukono [1]
 Adresse: Case postale 2343 CH-1002 Lausanne
 Taubenhausstrasse 6 CH-6005 Luzern
 Tel: 041 / 240 47 82 e-mail: victor@access.ch

- **CASIN / CEPNI**, M. Oscar Solera [1], Mme Ximena Escobar [1], M. Jean F. Freymond, Center for Applied Studies in International Negotiations / Centre d'études pratiques en négociation internationale. Programme de "formation de formateurs en négociations et gestion de conflits" à Kinshasa (participation de représentants du gouvernement, de la Société civile et des partis politiques)
 Adresse: Av de la Paix Ibis / CP 1340 CH-1211 Genève
 Tel: 022 / 730 86 60, 022 / 730 86 74 (X. Escobar)
 Fax: 022 / 730 86 90 e-mail: xe@casin.ch

- **CO-OPERAID**, M. David Mayer [1]
 Soutient actuellement des programmes au Nord-Kivu. Les projets à Manono sont terminés. Intervient en formation de base et professionnelle, en faveur d'enfants non accompagnés (parrainages) et projets féminins
 Adresse: Kornhausstrasse 49, CH-8042 Zurich
 Tel: 01 / 363 57 87 Fax: 01 / 363 70 16 e-mail: co-operaid@bluewin.ch

- **Entraide protestante (EPER)**, M. Richard Challandes [1]
 Projets surtout au Nord-Kivu. Programmes sectoriels: réhabilitation rurale avec les ILD, formation de base (ILD), aide à l'enfance. Suivi, évaluation et audits annuels par le Bureau d'études et d'expertise pour le développement à Goma.
 Adresse: 17bis Bd. de Grancy, C.P. 536, CH-1001 Lausanne
 Tel: 021 / 617 23 23 Fax: 021 / 617 26 26 e-mail: stebler@hekseper.ch

- **Fastenopfer**, M. Markus Brun [1]
 Bas Congo, Bandundu, Kassai occidental, Sud-Kivu et Rwanda, Membre du comité directeur de la concertation chrétienne pour l'Afrique de Grands Lacs (CCAGL) et du Réseau Européen Congo (REC, Bruxelles). Active en justice et paix, droits de l'homme, promotion féminine, renforcement de capacités locales, lutte contre le Sida, appui aux églises et lobbying
 Adresse: Habsburgstrasse 44, CH-6002 Luzern
 Tel: 041 / 210 76 55, 041 / 227 89 41 Fax: 041 / 210 05 72 ou 041 / 210 13 62
 e-mail: brun@fastenopfer.ch

- **Fondation Hirondelle**, M. Philippe Dahinden [1] et M. Michel Berger
 Apporte de l'information indépendante dans les zones de conflit; Radios indépendantes dans plusieurs pays de l'Afrique, entre autre dans le Kivu (Bukavu) jusqu'à 1996, au Liberia et actuellement à Bangui (Rép. Centrafricaine).
 Adresse: Rue Traversière 3, CH-1018 Lausanne
 Tel: 021 / 647 28 05 Fax: 021 / 647 44 69 e-mail: info@hirondelle.org
 www.hirondelle.org

- **Gesellschaft fur Frieden und Verständigung in Africa**, M. P. Küpfer [1]
 Association pour la paix et l'entente en Afrique. Appui des initiatives de paix; diffusion des informations en Suisse.
 Adresse: Postfach 2879 CH-8033 Zurich
 Tel: 01 / 312 29 11 et 079 / 642 11 07 Fax: 01 / 311 44 79
 e-mail: info@paix-en-afrique.org

- **Great Lakes Forum international**, Mme Dr. Eva Maria Fdillmer et M. Bulambo Katambu [1]
 Adresse: Postfach 226 CH-8044 Zurich
 Fax: 01 / 422 43 26

- Hottinger, Julian Thomas [1]** (Institut du Fédéralisme, Université Fribourg)
 Actuellement (00) vice-président de la Commission II sur la „Démocratie et la Bonne Gouvernance dans le cadre des Négotiations de Paix pour le Burundi à Arusha (Tz)
 Adresse: IFF, Université Fribourg Route d'Englisberg 7 CH- 1763 Fribourg
 Tel: 026 / 300 97 24 et/ou 300 89 60 Fax: 026 / 300 97 24
 e-mail: Juan.Hottinger@unifr.ch

- **Réseau documentaire des Grands Lacs Africains**,
 (à l'Institut Universitaire d'Études en Développement, IUED, Lausanne); M. Georges Charière
 Mme Tabassum Abdul-Rasul Masumbuko [1]; à IUED aussi M. D.Fino Documentation sur la région; informations disponibles sur CD-ROM
 Adresse: IUED CP 136 CH-1211 Genève
 Tel: 022 / 906 59 05 Fax: 022 / 906 59 94
 e-mail: Tabassum AbdulRasul@iued.unige.ch

- **Résau européen-congolais [1]** M. Jules de Voss
 Concertation d'ONG européens
 Adresse: c/o NCOS 11 rue de Linère B-1060 Bruxelles
 Tel: 0032 2 536 11 38 Fax: 0032 2 536 19 06 b e-mail: rec@ll.be

- **SIDA Informations Suisse (Schweiz. Aidshilfe)**, [1] Dr. Giovanni Fantacci (Président)
 Adresse: Bolleystrasse 19 / PF 2176 CH-8033 Zurich
 Fax: 01 / 261 10 32 e-mail: fantacci@bluewin.ch
 homepage: www.aids-info.ch

- **Solidarité KYAMUKOKO**, [1] M. H. Homberger
 Partenariat à Shabunda (Sud-Kivu)
 Adresse: Ebnetweg 3, CH-8620 Wetzikon
 Tel & Fax: 01 / 932 66 61, 079 635 99 71 e-mail: solkyamu@bluewin.ch
 direct: hhom@bluewin

- **Société Civile du Sud Kivu**, [1] M. Joseph Muyengo Kyalangilwa (Président)
 Adresse: B.P. 43 Bukavu / Rép. Dém. du Congo
 Coordonnées actuelles à demander auprès des organisateurs de la Table ronde

- **Steiner-Mbombo Andreas [1]**
 Médecin avec un passé professionnel en RDC; continue de s'engager dans la santé.
 Adresse: Hanfrosenweg 13 CH-8615 Wermatswil
 Tel & Fax: 01 / 994 50 45 e.mail: ansteiner@access.ch

- **Terre des hommes**, Mme Denise Caviezel [1] , M Patrick Durisch
 Programme national au Burundi; axes: réinsertion sociale et réunification familiale, assistance aux enfants, femmes et appui d'une ONG locale travaillant avec enfants victimes du SIDA.
 Adresse : En Budron C 1052 Le Mont - sur - Lausanne
 Tel: 021 / 654 66 37 (D.Caviezel) 021 / 654 66 39 (P. Durisch)
 Fax: 021 / 654 66 77 e-mail: denise.caviezel (ou patrick.durisch)@tdh.ch

- **UNHCR** Great Lakes Operations GLO,
 Mr. Peter de Clercq (Head of Desk), Mme Silvie Durell (Secrétariat)
 Mme Massan Dossou [1], Mr. David Kapy, M. Kimbimbi Sanda (Desk Kivu / Congo)
 Adresse:, 94 Rue Montbrillant CH-1202 Genève
 Tel: 022 / 739 82 52 (P. de Clerque) 022 / 739 77 22
 022 / 739 85 05 (M. Dossou) 022 / 793 83 83 (S. Kimbimbi)
 e-mail <name>@unhcr.ch

- **Vivant univers / Pères blancs africanum**, M. Claude Pierre Maillard [1], M. Miere Yoland Divers
 activités, entre autre à l'île Idwji (Hôpital). Membre du Réseau foi justice Afrique-Europe
 Adresse: Route de Vignettaz 57-59, C.P. 134, CH-1703 Fribourg
 Tel: 026 / 425 42 69 Fax: 026 / 424 03.63
 e-mail: apimafri@worldcom.ch

Autres personnes et organisations, non-représentés à la Table ronde

(Excusées, empêchées, participants à la Table ronde du 23.4.98, observateurs, sympathisants, etc.)

De différentes Départements de la Confédération

- **Frau Marion Weichelt, Politische Abteilung II**,
 Adresse: Bundeshaus West, 3003 Bern
 Tel: 031 / 324 16 41

- **Herren Stefan Rober und Peter Marti, Generalsekretariat VBS, SIVEP**
 Adresse: Bundeshaus Ost 3003 Bern
 Tel: 031 / 323 06 89

- **M. Oliver Bovet, Secrétariat de l'état à l'économie SECO**
 Adresse: 3003 Bern
 Tel: 031 / 324 09 33 e-mail: oliver.bovet@seco.admin.ch

Organisations non-crouvernementales (ONG)

- **AGRO UBANGI**, M. Toni Hofmann et M. H. Meier
 (1998) Projet agricole (transformation et commercialisation de produits agricoles) en province Equateur.
 Adresse: Im Chessler, CH-8707 Uetikon am
 See Tel: 01 / 920 45 25

- **Aktion Finanzplatz Schweiz**, Mme Gertrud Ochsner
 Adresse: Drahtzugstrasse 28, CH-4057 Basel
 Tel: 061 / 693 17 00 Fax: 061 / 693 22 32

- Brücke Cecotret

Adresse: Waldweg 10, CH-1717 St. Ursen
FR Tel: 026 / 494 00 20 Fax: 026 / 494 00 24

- Christoffel Blindenmission, M. Martin P. Schellenbaum

Adresse: Lavaterstrasse 908 CH-8027 Zurich
Tel: 01 / 202 21 71 Fax: 01 / 202 20 55

- Comité international de la Croix-Rouge (CICR) [4]

Mme Anne Zeidan Tel. 022 / 730 25 69
Fax. 022 / 733 20 57

Mme Beatrice Weber Tel. 022 / 730 27 27

Adresse: 19 Av. de la Paix CH-1202 Genève Attn. Desk Grands Lacs
email: opaf_tafacs.gva@icrc.org

- Groupe d'appui aux projets de développement,

Autoévaluation, ateliers de réflexion etc; plusieurs mandats en RDC M. Dominique Steiner
Adresse: Postfach CH-8026 Zurich
Priv: Kurvenstrasse 1 CH-8006 Zurich
Tel: 01 / 291 02 48 ou 01 / 363 54 40 (priv.) Fax: 01 / 291 0248
e-mail: dsteiner@access.ch

- Intercoopération, Mme Ruth Egger

Adresse: Maulbeerstrasse 10, Postfach 6724, CH-3001 Bern
Tel: 031 / 382 08 61 Fax: 031 / 382 36 05
e-mail: intercooperation@intercoop.ch

- KEM,

Mme Gabathuler,
Publication d'un rapport sur le système de pillage de Mobutu.
Numéro de commande: 2620 (Frs. 25.-)
Adresse: Missionsstrasse 21, CH-4003 Basel
Tel: 061 / 268 82 90 Fax: 061 / 268 82 68
email kem_basel@compuserve.com

-Médecins sans frontières, Mme Maïte Pahud / Mme Martine Desarzens

Adresse: 12 Rue du Lac CH-1211 Genève
Tel: 022 / 849 84 84 Fax: 022 / 849 84 88 Tlx: (045) 421 927 MSF CH
e-mail: officegva@geneva.msf.org

- Novartis Foundation for Sustainable Development,

M. Félix L. Nicolier
Soins de lépreux au Sud-Kivu; Un rapport détaillé a été envoyé aux participants.
Adresse: K-1313.4.42, Postfach, CH-4002 Basel
Tel: 061 / 696 13 17 ou 061 / 696 22 78 Fax: 061 / 696 22 39
e-mail: novartis.foundation@group.novartis.com
Homepage: www.foundation.novartis.com

- Organisation for the Coordination of humanitarian affairs OCHA,

Complex emergency response branch, Mme Alexandra Humme, M. Joel Boutroué
Adresse: Palais de Nations CH - 1203 Genève
Tel: 022 / 917 00 97 Fax: 022 / 917 00 97 e-mail: humme@un.org

- Pelloquin Michel, [3]

Consultant indépendant; Systèmes de crédit à Bukavu (PAIDEK)

Adresse: Hardstrasse 94, CH-4052 Basel
Tel & Fax: 061 / 311 03 75 / 061 / 312 19 40 e-mail: pellmi@dts.mg

- Solidarité sans frontières (MODS/BODS, Bewegung für eine offene demokratische Schweiz)

Mme A. Lanz, Actif en Suisse: encadrement de réfugiés, sensibilisation.

Adresse: Neuengasse 8, CH-3011 Bern
Tel: 031 / 311 07 70 Fax: 031 / 311 07 75

- SWISSAID, [4] M. Dieter Imhof

plusieurs partenariats en Tanzanie (Kagera); secteurs agriculture, crédits, environnement, institution building

Adresse: Jubiläumsstrasse 60, CH-3000 Bern 6
Tel: 031 / 350 53 53 Fax: 031 / 351 27 83

- WWF (Suisse), Mme Monica Borner [3]

(1998) Impliqué dans des programmes de sensibilisation à l'environnement. (Umwelterziehung) dans la région du parc Virunga au Nord-Kivu.

Coordination locale: Bisidi Yalolo à Goma

Adresse: Hohlstrasse 110, Postfach, CH-8010 Zurich
Tel: 01 / 297 21 21 Fax: 01 / 297 21 00

Invités via Terre des hommes Lausanne dans le cadre d'une réunion de concertation le 22.9.00

(Vont recevoir ce rapport par e-mail)

Chaîne de bonheur, Hr. L. Büchler, 022 / 781 07 67, I.buechler@bonheur.ch

Caritas, Mme Shirin Sotoudeh, 041 / 419 23 56, ssotoudeh@caritas.ch

SRK, Hr. Joseph Kasper, 031 / 387 71 11, joseph.kasper@redcross.ch

SAH, Fr. Claudia Conrad, 01 / 273 43 85, cconrad@sah.ch

Dép. Missionnaire, Jean Peterschmitt, 021 / 643 73 73, secretariat@dm.ch

Serv. social international, Damien Ngabonziza, 022 / 906 77 02, iss.gs@span.ch

Medair, David Sauter, 021 / 654 32 30, David.Sauter@medair.org

RAFAD, François Mercier, 022 / 733 50 73, rafad@iprolink.ch

Personnes et Organisations ayant souhaité une poursuite du dialogue sur d'éventuelles recommandations communes

(Annexe au rapport final de la TR Suisse-Kivu/RDC/PDGL du 4.10.00)

- **Amitiés Burundi-Suisse** M. Nduwifura Juvenal
- **CO-OPERAID**, M. David Mayer
- **Entraide protestante (EPER)**, M. Richard Challandes
- **Fondation Hirondelle**, M. Philippe Dahinden
- **Hottinger, Julian Thomas** (Institut du Fédéralisme, Université Fribourg)
- **Vivant univers / Pères blancs africanum**, M. Claude Pierre Maillard –
- **CADDHOM**, M. Williams Kalume et M. Donatien Mukono - **Fastenopfer**, M. Markus Brun
- **CASIN / CEPNI**, M. Oscar Solera, Mme Ximena Escobar
- **Gesellschaft für Frieden und Versöhnung in Africa**, M. P. Küpfer
- **SIDA Informations**, M. Giovanni Fatancci
- **Steiner-Mbombo Andreas**
- **Terre des hommes**, Mme Denise Caviezel
- **UNHCR**, Mme Massan Dossou

De différentes Départements de la Confédération

- **Section Politique de Paix, Division politique III**, M. Pietro Piffaretti
- **Politische Abteilung 4**, Section politique de droits humains, Frau Janine Voigt

La date choisie pour cette poursuite du dialogue est le 2 mars 2001, à partir de 9:30 jusqu'à vers 15:00 dans la salle simplon dans la gare de Berne

Membres du Parlement Suisse invités à la table ronde Suisse - Kivu/RDC/PDGL									
<i>Confidentiel, Août 2009</i>									
Fr. Ruth Gonseth-Egenter	NR	Sonnhalde 3		4410 Liesthal BL	061 921 09 41	061 921 09 41			ruth.gonseth@bluewin.ch
Hr. Rudolf Imhof	NR	Hintere Gasse 14	Postfach	4242 Laufen BL	061 761 50 70	061 761 50 70			rudolf.imhof@parl.admin.ch
Hr. Ruedi Baumann	NR	Inselmatt		3262 Suberg BE	032 389 12 36	032 389 16 08			rua@bluewin.ch
Fr. Stefanie Baumann	NR	Inselmatt		3262 Suberg BE	032 389 12 36	032 389 16 08			rua@bluewin.ch
Hr. Paul Günter	NR	Hotel du Lac		3707 Därlingen BE	033 822 14 60	033 823 42 69			Guenther.Zbinden@popnet.ch
Hr. Peter Vollmer	NR	Münzrain 3	Postfach	3001 Bern	031 312 06 10	031 311 31 67			peter@vollmer.ch
Hr. Christian Weber	NR	Lempigenstrasse 19		3457 Wasen i.E. / BE	034 437 17 13	034 437 12 70			waber.ch.wasen@bluewin.ch
M. Christian Grobet	CN	Rue des Maraichaires 10		1205 Genève	022 320 90 01	022 320 90 02			
M. Patrice Mugny	CN	Chemin Franconin 14		1290 Versoix / GE	022 800 38 48	022 800 38 49			
M. François Lachat	CN	Tarrières 27		2900 Porrentruy JU	032 466 37 62	032 466 47 13			
M. Rémy Scheurer	CN	Rue de la Rebette 24		2068 Hauterive NE	032 753 28 72	032 753 28 72			
Fr. Hildegard Fässler	NR	Tulpenweg 7		9472 Grabs SG	081 771 14 51	081 771 54 69			hildegard.faessler@bluewin.ch
Fr. Pia Hollenstein	NR	Axensteinstrasse 27		9000 St. Gallen	071 223 70 80	071 223 70 81			hollenstein@aces.ch
Hr. Boris Banga	NR	Bahnhofstrasse 23	Postfach 1040	2540 Grenchen SO	032 653 31 61	032 653 36 14			boris.banga@bluewin.ch
Hr. Peter Jossen-Zinstag	NR	Waldmatten		3952 Susten-Leuk VS	027 921 22 77	027 921 22 78			p.jossen@phone.ch
Hr. Mario Fehr	NR	Relistenstrasse 12		8134 Adliswil ZH	01 710 11 63	01 710 11 63			mariofehr@gmx.ch
Hr. PD Felix Gutzwiller	NR	Inst. f. Sez. & Präventivmedizin	Sumatrastrasse 30	8006 Zürich	01 634 46 10	01 634 49 86			
Fr. Yvoni Hubmann	NR	Winterthurerstrasse 86		8006 Zürich	01 363 22 85	01 363 25 48			yvoni.hubmann@freesurf.ch
Hr. Robert Keller	NR	Hermetsbüelstrasse 74	Pf 126, 8330 Pfärfikon ZH	8488 Turbenthal ZH	01 950 14 90	01 950 58 40			
Hr. Dr. Gian Reto Plattner	SR	Institut für Physik	Klingenbergstrasse 82	4056 Basel	061 267 37 40	061 267 37 40			Gian-Reto.Plattner@unibas.ch
M. Jean Claude Cornu	CE	Rue du Château 123		1680 Romont FR	026 651 94 94	026 651 94 90			CornuJC@etafr.ch
M. Simon Epiney	CE			3961 Vissoie VS	027 455 78 40	027 456 38 42			
Hr. Theo Maissen	SR	Casa Fraissen		7127 Sevgein GR	081 925 21 17				thmaissen@bluewin.ch
Hr. Erwin Jutzet	NR	Ried	Postfach 309	3185 Schmittlen FR	026 322 37 37	026 323 29 55			Erwin.Jutzet@bluewin.ch
Fr. Kathy Riklin	NR			8028 Zürich	01 261 90 12	01 266 14 24			
Hr. Remo Gysin	NR	Petersgraben 49		4051 Basel	061 261 71 95	061 261 71 95			info@gysinbasel.ch